

# L'urgence en Somalie

La famine se propage en Somalie, rendant indispensable l'amplification de l'aide internationale



Un réfugié somalien au camp de Dadaab (est du Kenya), le 28 juillet.

## La famine s'aggrave en Somalie

► La crise alimentaire s'étend dans la Corne de l'Afrique, où les travailleurs humanitaires viennent au secours de centaines de milliers de personnes.

► La solidarité est importante, mais il manque encore un milliard d'euros, selon l'ONU, pour subvenir aux besoins.

► La situation politique en Somalie complique l'accès aux populations en danger.

**Quelle est la situation dans la Corne de l'Afrique ?**

Trois nouvelles zones de Somalie ont été déclarées « en état de famine » par l'ONU mercredi : le site de déplacés du corridor d'Afgoye, la « communauté de déplacés » dans la capitale, Mogadiscio, et celle des districts de Balaad et d'Adale, dans le Moyen Shabelle. La catastrophe humanitaire touchait déjà deux régions du sud

de la Somalie, Bakool et le Bas Shabelle. Elle pourrait s'étendre à tout le sud de la Somalie « d'ici août-septembre », selon la chef des opérations humanitaires des Nations unies, Valérie Amos. L'état d'« urgence alimentaire », lui, touche environ la moitié du territoire, si bien que 3,7 millions de personnes sont menacées par la sécheresse à travers le pays.

Les données recueillies sur le terrain montrent l'aggravation de la crise. En mai, 1 604 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère ont été admis dans les centres nutritionnels tenus par Action contre la faim (ACF) en Somalie ; en juin, ils étaient 2 079 ; en juillet, 2 572, selon une estimation provisoire.

Mais sans parler de « famine », un terme qui correspond à des critères très précis (*lire Repères*), la situation n'est guère plus satisfaisante dans le reste de la Corne de l'Afrique. Au Kenya voisin, 3,5 millions de personnes sont touchées par la sécheresse. Le camp de Dadaab, dans l'est

du pays, est débordé par l'afflux de réfugiés et 383 000 personnes vivent là dans des conditions sanitaires très difficiles.

En Éthiopie, le sud du pays est lui aussi sévèrement touché : 4,6 millions de personnes y souffriraient de malnutrition. Selon la FAO, l'Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, l'Ouganda commence lui aussi à être touché par la sécheresse. Djibouti semble moins exposé pour le moment. Quant à l'Érythrée, peu d'informations filtrent sur ce petit pays très fermé, d'où le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies s'est retiré en 2005. Mais les organisations humanitaires estiment que la saison des pluies y a été aussi mauvaise qu'ailleurs.

Dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique, la sécheresse menace au total 12,4 millions de personnes : il s'agit, selon l'ONU, de « la plus sévère crise humanitaire dans le monde aujourd'hui et la pire crise de sécurité

*alimentaire depuis la famine de 1991-1992 en Somalie ».*

## Comment expliquer cette nouvelle crise alimentaire ?

Dans les régions arides de la Corne de l'Afrique, la sécheresse n'est guère une exception. Mais le réchauffement climatique bouleverse l'écosystème local, avec des sécheresses très rapprochées ou des précipitations violentes qui détruisent les récoltes. Ainsi, la saison des pluies de juin 2010 a été mauvaise, ainsi que celle d'octobre. La récolte de décembre a donc été catastrophique. « *Tous les signaux étaient au rouge* », note Nicole Engelbrecht, porte-parole de la Croix-Rouge. D'autant que la zone la plus concernée par la famine actuelle, située entre les rivières Juba et Shabelle, était autrefois considérée comme le grenier de la Somalie et fournissait l'ensemble de la sous-région en céréales.

Le bétail a été décimé, privant la population de nourriture et de ressources financières. La hausse concomitante des prix alimentaires a aggravé une situation déjà alarmante. À Mogadiscio, par exemple, les prix du maïs et du sorgho ont connu respectivement des hausses de 106 % et de 180 % en juin, selon la FAO. « *Les gens ne peuvent plus ni produire ni acheter. Plus aucun mécanisme de survie ne peut encore être activé* », explique Christina Lionnet, porte-parole d'Action contre la faim au Kenya.

## Pourquoi la Somalie est-elle particulièrement touchée ?

Depuis la chute du dictateur Mohammed Siad Barré, en 1991, la Somalie navigue entre anarchie et guerre civile, exposant les populations aux caprices des combats et du climat. La crise alimentaire actuelle y prend une tournure tragique, car des miliciens liés à Al-Qaïda, les shebabs, contrôlent le sud et le centre du pays, notamment les corridors d'entrée à Mogadiscio. Ces islamistes radicaux ont expulsé de leur territoire une majorité d'organisations humanitaires en 2009. Selon un récent rapport de l'ONU, ils restent « *le principal obstacle* » à la délivrance de l'aide.

## Comment s'organise l'aide humanitaire ?

La plupart des ONG ont gardé un siège dans les pays voisins, souvent à Nairobi (Kenya), et opèrent en Somalie grâce à des systèmes de contrôle à distance et de délégation de responsabilité. Aujourd'hui, il s'agit donc de renforcer ces équipes dans chacune des bases pour faire face à la demande.

Car l'envoi de produits alimentaires s'est intensifié cette semaine. Le pont aérien du PAM, mis en place le 27 juillet, a effectué six vols de Nairobi à Mogadiscio : 84 tonnes de biscuits et de pâte nutritive ont déjà été distribués dans la capitale et neuf tonnes dans la région de Gedo, dans le sud du pays. Parmi les ONG qui continuent à travailler dans les zones contrôlées par les shebabs, la Croix-Rouge a lancé cette semaine sa première opération d'urgence de grande ampleur : 3 000 tonnes de nourriture sont en train d'être distribuées dans le sud et le centre du pays.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé hier un nouvel appel aux dons : alors que le budget 2011 alloué aux programmes en Somalie était de 48 millions d'euros, le CICR a besoin de 61 millions d'euros supplémentaires pour mettre en « *place de nouvelles distributions d'urgence* » et « *permettre aux populations de survivre jusqu'à la prochaine récolte de décembre* », explique Nicole Engelbrecht.

« *Cela passe par exemple par la réhabilitation des puits, la distribution de semences ou la mise en place de systèmes d'irrigation performants.* »

L'Unicef, elle, est prête à envoyer 5 000 tonnes d'aide alimentaire qui restent stockées en France, en Italie et en Belgique, faute de moyens. « *Nous allons en envoyer une partie par bateau, mais l'aide n'arrivera pas avant quatre, six semaines*, explique Paul Molinaro, responsable des approvisionnements en urgence. *Nous en appelons à la solidarité des compagnies privées : nous demandons la gratuité du fret aérien.* » Il évalue les besoins à 500 tonnes de nourriture envoyées par semaine, ce qui coûterait environ 1,7 million de dollars (1,2 million d'euros). « *On n'y arrivera pas seuls* », insiste-t-il.

## Pourquoi les États donateurs se montrent-ils encore frileux ?

Un milliard de dollars (700 millions d'euros) ont déjà été promis par la communauté internationale pour répondre au problème maïs, selon Valérie Amos, les Nations unies ont un « *besoin urgent de 1,4 milliard de dollars supplémentaires (un million d'euros) pour sauver des vies* ». Même l'Union africaine ne se presse pas pour faire face à l'urgence : une nouvelle réunion, prévue le 9 août à Addis-Abeba, a été repoussée hier au 25 août.

Si les dons dépendent de l'émotion suscitée dans l'opinion publique, la Somalie n'est pas en première ligne. « *Par rapport à Haïti par exemple, où les images étaient abondantes, là on manque de preuves physiques, visuelles, capables de soulever l'opinion.* », explique Pascal Bernard, directeur des opérations à Acted. En effet, les Chebabs interdisent aux médias l'accès aux zones qu'ils contrôlent, et les images proviennent pour la plupart des camps de réfugiés.

Les États craignent probablement aussi qu'une partie de l'aide soit détournée au profit des Chebabs. En 2008, les États-Unis avaient interdit toute forme de soutien aux insurgés, inscrits sur la liste des organisations terroristes. Cette annonce avait suscité l'inquiétude de nombreuses ONG, qui craignaient d'être poursuivies si elles travaillaient avec ces milices. Mardi, un haut responsable américain a rassuré les organisations « de bonne foi » en leur promettant de ne pas être inquiétées.

## L'aide humanitaire est-elle efficace ?

« *Une leçon a été tirée depuis la famine de 1991-1992 en Somalie : la nécessité d'une meilleure coordination pour que chacun, bailleurs et ONG, sache qui fait quoi, et où* », explique Pascal Bernard, en référence à la réforme humanitaire des Nations unies de 2005. Pour Christina Lionnet, d'Action contre la faim, il s'agit là d'un véritable facteur d'optimisme : « *Nous savons mieux traiter les crises alimentaires. De nouveaux produits sont apparus, comme les pâtes nutritives, et ils font vraiment la différence. Si on nous donne les moyens de travailler, alors nous pourrions sauver plus de vies qu'en 1992.* »

MARION OUILLARD



## REPÈRES

### COMMENT L'ONU ÉVALUE LA FAMINE

● Pour mieux évaluer la situation des pays ou des zones à risques, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, en collaboration avec des ONG et d'autres agences onusiennes, a établi, en 2005, un ensemble de critères appelé «*cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire*» (IPC). Celui-ci définit cinq phases possibles : la sécurité alimentaire, l'insécurité alimentaire, la crise alimentaire, l'urgence humanitaire et enfin la famine ou la catastrophe humanitaire.

● La famine désigne « une

crise alimentaire extrême dans laquelle les enfants, mais aussi les adultes, meurent de faim ». Plus concrètement, l'IPC définit ainsi les principales caractéristiques de la famine :

- un taux de mortalité supérieur à deux personnes par jour sur 10 000.
- une malnutrition aiguë touchant plus de 30 % de la population.
- une disponibilité de l'alimentation très inférieure à 2 100 calories par jour par personne.
- moins de 4 litres d'eau par jour et par personne.
- une perte effective totale des moyens d'existence.

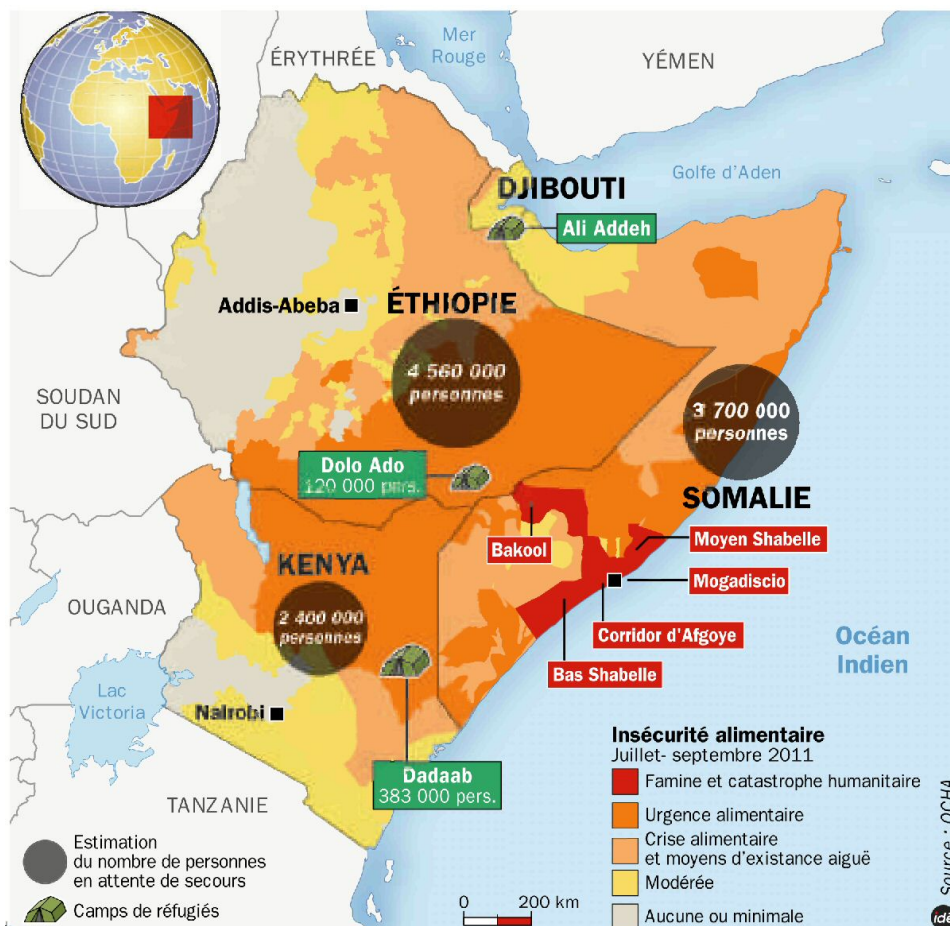
● Ces caractéristiques doivent toucher plus de 20 % de la population d'une région concernée, et même si toutes ne sont pas nécessaires pour proclamer l'état de famine, le taux de malnutrition, le taux de mortalité et l'accès à l'eau sont les trois conditions indispensables, précise la FAO.

● Parmi les grandes famines, on retient par exemple celle qui a frappé la Chine entre 1959 et 1961 et qui a fait entre 20 et 30 millions de victimes, et celle au Biafra (Nigeria) qui a fait 1 million de morts entre 1967 et 1970.

● L'IPC permet aux travailleurs

humanitaires et à la communauté internationale d'avoir une idée précise de la nature de l'aide à apporter. Mais c'est aussi et surtout un instrument politique, destiné à émouvoir l'opinion publique et à servir de levier pour débloquer les fonds nécessaires à l'action des organisations humanitaires. La dernière fois qu'il a été utilisé à l'ONU remonte à 1992 : c'était aussi pour la Somalie. L'annonce avait enclenché le lancement de l'opération « Restore hope » (Rendre l'espoir). La première intervention menée au nom du droit d'ingérence humanitaire s'était alors soldée par un fiasco et le retrait des troupes américaines.

**À Mogadiscio, les prix du maïs et du sorgho ont connu des hausses de 106 % et de 180 % en juin, selon la FAO. « Les gens ne peuvent plus ni produire ni acheter. Plus aucun mécanisme de survie ne peut encore être activé », explique Christina Lionnet, porte-parole d'ACF Kenya.**



## AIDER

**DONATEURS :  
LES ORGANISATIONS  
HUMANITAIRES ACTIVES  
EN SOMALIE**

● **Action contre la Faim – France**

4, rue Niepce, 75662 Paris  
Cedex 14.

**Site :**

[www.actioncontrelafaim.org](http://www.actioncontrelafaim.org).

**Contact relations donateurs,**  
tél. : 01.43.35.80.30.

● **Médecins sans frontières  
(MSF)**

8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

**Site :** [www.msf.fr](http://www.msf.fr).

**Contact relations donateurs, tél. :**  
01.40.21.27.27.

● **Secours catholique**

106, rue du bac 75341  
Paris cedex 07.

**Site :** [www.secourscatholique.org](http://www.secourscatholique.org)

**Tél. :** 01.45.49.73.00.

● **Comité international de  
la Croix-Rouge (CICR)**

19, avenue de la Paix, CH-  
1202 Genève, Suisse.

**Site :** [www.icrc.org](http://www.icrc.org)

**Tél. :** 0041 22.734.60.01.

● **Croix-Rouge française**

98, rue Didot, 75694

Paris Cedex 14.

**Site :** [www.ifrc.org/fr/](http://www.ifrc.org/fr/)

**Tél. :** 01.44.43.11.00.

● **Programme alimentaire  
mondial des Nations unies**

c/o Unesco, Bâtiment 7, bureau  
2.08, 1 rue Miollis, 75015 Paris.

**Site :** [fr.wfp.org](http://fr.wfp.org)

**Contact relations donateurs,**  
tél. : 01.45.68.49.20 ou 24.

● **Unicef – France**

Urgence Corne de l'Afrique,  
BP 600, 75006 Paris

**Site :** [www.unicef.fr](http://www.unicef.fr)

**Contact relations donateurs :**  
0820.32.33.34.

● **Oxfam – France**

104 rue Oberkampf, 75011 Paris

**Site :** [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

**Contact relations donateurs :**  
01.77.35.75.80.

● **Solidarités International**

50 rue Klock, 92110

Clichy La Garenne

**Site :** [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)

**Contact relations donateurs :**  
01.80.21.05.93.

● **Acted**

33 rue Godot de Mauroy,  
75009 Paris

**Site :** [www.acted.org](http://www.acted.org)

**Contact relations donateurs :**  
01.42.65.33.33.

● **Handicap International**

16 rue Etienne Rognon,

69363 Lyon Cedex 07

**Site :** [www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)

**Contact relations donateurs :**  
04.78.69.67.00.